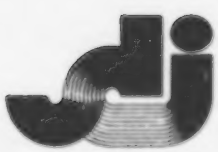
Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Société de développement industriel du Québec

Rapport annuel 1986-1987



Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Société de développement industriel du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 4e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-08638-8
ISSN 0383-5383

© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 1987.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce

Daniel Johnson

Québec, le 30 juin 1987

Monsieur Daniel Johnson
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 1987.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président-directeur général

Gérald Tremblay

Québec, le 30 juin 1987

Table des matières

I- La Société de développement industriel du Québec 9

- Mandat et programmes 9
- Conseil d'administration 10
- Organigramme de la Direction 11
- Présence sur le territoire 12

II- Le rapport de la Direction 13

- Mission de la SDI 13
- Résultats généraux 15
- Bilan par programme 15
- Résultats financiers 16
- Conseil d'administration 16
- Personnel 16

III- Les statistiques 17

- Tableau I 17
- Tableau II 18
- Tableau III 19
- Tableau IV 20
- Tableau V 21

IV- Les états financiers 23

I. La Société de développement industriel du Québec

Mandat

La Société de développement industriel du Québec est un organisme gouvernemental créé en 1971 par la Loi de l'aide au développement industriel.

La Loi de la SDI a été modifiée en décembre 1986 pour établir que l'objet de la Société est de favoriser le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation.

Pour la réalisation de son mandat, la Société accorde une aide financière à une entreprise dans le cadre d'un programme d'aide financière et conseille en matière de structure de capital les entreprises qui présentent une demande d'aide financière.

Programmes

• **Investissement** pour favoriser la réalisation d'un projet d'investissement qui engendre des retombées significatives pour le Québec (démarrage, expansion, modernisation)

• **Recherche/innovation** pour favoriser les activités de R & D et d'innovation dans les domaines technique ou du design

• **Exportation** pour favoriser l'exportation à l'extérieur du Québec de biens et services produits au Québec

• **Financement** à titre exceptionnel, pour l'entreprise qui a un projet présentant de bonnes perspectives de rentabilité mais qui n'aurait pu obtenir un financement auprès des institutions financières

• **Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ et SPEQ-employés)** pour susciter une meilleure capitalisation des PME par le biais d'avantages fiscaux aux investisseurs

• **Développement touristique** pour favoriser le développement du secteur du tourisme au Québec

Conseil d'administration

Gérald Tremblay[1,2,3]
Président-directeur général
Société de développement industriel du Québec

Pierre Delisle[1]
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Jean-Guy Frenette[1]
Conseiller politique
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Montréal

Jean-Claude Gagnon[1,2,3]
Président-directeur général
Métrona inc.
Boucherville

Michel Gaucher[1]
Président
Sofati ltée et Socanav inc.
Montréal

Louis Marie-André Jalabert[1,2]
Président-directeur général
Services Financiers Canada-International (SFCI)
Outremont

Gaston J. Langlais[1,3]
Président
Gesco enr.
Gaspé

Germain Leduc[1]
Leduc, Grou et Dorais, notaires
Saint-Laurent

Nycol Pageau-Goyette[1,2,3]
Présidente
Pageau-Goyette & Associés ltée
Montréal

Roger Pruneau
Sous-ministre
Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique
Québec

Guy Savard[1,2]
Vice-président du Conseil d'administration
Directeur général
Samson Bélair
Sherbrooke

Jacques-Yves Therrien[1]
Sous-ministre
Ministère du Tourisme
Québec

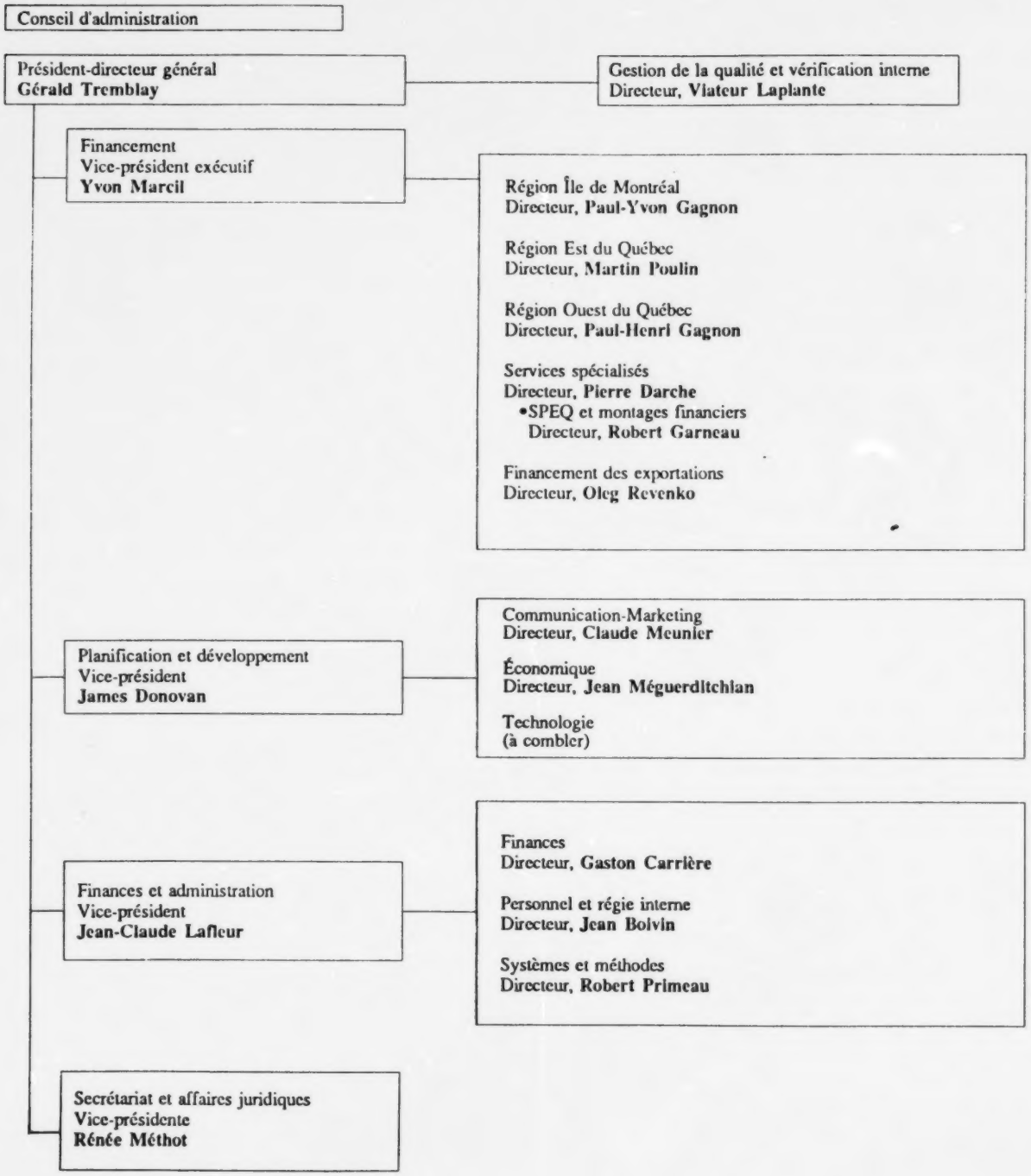
---

(1) Membre du comité exécutif

(2) Membre du comité *ad hoc* vérification

(3) Membre du comité de marketing

Organigramme de la Direction*



• À titre provisoire

Présence sur le territoire

Québec

1126, chemin Saint-Louis
Bureau 700
Sillery (Québec)
G1S 1E5
Tél. : (418) 643-5172

Montréal

Place Mercantile
770, rue Sherbrooke Ouest
9e étage
Montréal (Québec)
H3A 1G1
Tél. : (514) 873-4375

Jonquière

Édifice Marguerite-Belley
3950, boulevard Harvey, 1er étage
Jonquière (Québec)
G7X 8L6
Tél. : (418) 547-2697

Rimouski

Galeries G.P.
92, 2e Rue Ouest
Bureau 204
Rimouski (Québec)
G5L 8B3
Tél. : (418) 722-3582

Sherbrooke

740, rue Galt Ouest
Bureau 101
Sherbrooke (Québec)
J1H 1Z3
Tél. : (819) 565-1224

Trois-Rivières

100, rue Laviolette
3e étage
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5S9
Tél. : (819) 379-3012

Victoriaville

Édifice Provincial
62, Saint-Jean-Baptiste
Victoriaville (Québec)
G6P 4E3
Tél. : (819) 752-4521

II. Le rapport de la Direction

Pendant la majeure partie de l'année 1986, à la demande et avec la collaboration du ministre de l'Industrie et du Commerce et des fonctionnaires de ce Ministère, la SDI a consulté des centaines d'entrepreneurs, d'intervenants en matière économique et de représentants d'institutions financières et de chambres de commerce à travers le Québec. Elle a recueilli leurs commentaires et elle a tenu compte de leurs suggestions. Le rôle et l'intervention de la SDI se sont alors précisés:

La mission de la SDI

La SDI a comme mission de **favoriser le développement économique du Québec**. À cet égard, elle accorde une aide financière aux entreprises, principalement sous forme de **prêt participatif**, et elle les **conseille en matière de structure de capital**. Cette aide **s'autofinance** et constituera, au cours des années 1990, un **fonds renouvelable**.

Pour réaliser ses objectifs, la SDI **partage des risques** avec des **entreprises bien gérées** dont les projets présentent de bonnes perspectives de rentabilité.

La SDI s'appuie sur une **équipe à l'écoute de ses partenaires**, capable de poser un diagnostic sûr, de donner une impulsion à la réalisation de projets, de transiger sur une **base d'affaires** et de s'adapter rapidement aux changements économiques.

favoriser le développement économique du Québec

la SDI favorise notamment le démarrage, l'implantation et/ou l'expansion des entreprises; elle les supporte dans leurs activités de recherche et d'innovation et dans leurs projets d'exportation.

Elle contribue au financement des entreprises principalement en leur octroyant un prêt participatif ou, exceptionnellement, en leur garantissant un prêt.

Afin d'assurer une meilleure capitalisation des PME par le biais d'avantages fiscaux aux investisseurs, la SDI administre la Loi sur les Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ et SPEQ-employés). Elle administre également la Loi sur l'Aide au développement touristique et exécute tout autre mandat confié par le Gouvernement

le prêt participatif

est une forme de financement favorisant la saine capitalisation des entreprises plutôt que leur endettement.

Ses caractéristiques:

- prêt ne nécessitant généralement aucune garantie de l'entreprise (prêt non garanti)
- intérêt à taux fixe
- déboursement au fur et à mesure de la réalisation du projet
- moratoire de remboursement du capital et des intérêts pendant une période maximale de trois ans
- remboursement variable en fonction des résultats du projet

Le prêt participatif est assorti d'une option d'achat d'actions participantes de l'entreprise

conseille en matière de structure de capital

la SDI recherche des PME québécoises ayant des projets prometteurs

- elle leur offre un service-conseil en montage financier pour réaliser leurs projets
- elle les aide à trouver des sources de financement

s'autofinance

les revenus nets d'intérêt, le gain de capital résultant de l'exercice des options d'achat d'actions participantes et les honoraires de gestion devront générer suffisamment de fonds pour compenser les pertes subies par la SDI sur l'ensemble des prêts participatifs consentis. Ceci constitue l'autofinancement de la Société

le fonds renouvelable

sera constitué lorsque les remboursements de capital au cours d'une année seront suffisants pour compenser les déboursements des nouveaux prêts de la même année

partage des risques

la SDI veut participer au succès des projets qu'elle finance de la même manière qu'elle est prête à prendre des risques en octroyant aux entreprises des prêts participatifs non garantis

des entreprises bien gérées

la SDI s'assure que l'entreprise à laquelle elle accorde une aide possède la structure financière requise, le personnel technique et de gestion adéquat et les moyens de production et de commercialisation voulus pour assurer la réalisation de son projet

l'équipe

elle est constituée de l'ensemble du personnel encadré par le Conseil d'administration et le Ministre. Elle agit de concert avec les ministères à vocation économique lesquels donnent leur avis pour qu'un projet soit accepté. Sa formation continue est assurée par la SDI qui désire maintenir le personnel à la fine pointe de l'évolution du milieu et des divers développements dans les disciplines qui la concernent

à l'écoute de ses partenaires

la SDI veut répondre aux besoins de l'entreprise, son principal partenaire, et dans ce sens, elle collabore avec les organismes existants, qu'il s'agisse des ministères à vocation économique ou des agents de développement économique, sans toutefois les dédoubler. De plus, elle joue un rôle complémentaire à celui des sources existantes de financement que sont les institutions financières et les sociétés de capital de risque

une base d'affaires

la SDI privilégie l'*approche entreprise* qui se caractérise par une capacité de prendre une décision rapidement, d'utiliser un vocabulaire simple et cohérent à l'endroit des entreprises et de fournir une aide financière incitative sur une base de partage de risques

Les résultats généraux

En tenant compte de l'ensemble des mesures appliquées en cours d'année sur sa programmation, la SDI a continué d'afficher en 1986-1987 des résultats relativement élevés en effectuant 902* interventions financières pour des montants autorisés de 513 millions $. Ce niveau d'implication dans un contexte économique généralement favorable aux investissements est relié à la réalisation de projets de l'ordre de 2,5 milliards $.

La SDI a particulièrement agi comme mandataire du Gouvernement en vertu de l'article 7 de sa loi dans sept (7) dossiers majeurs totalisant 272 millions $, en grande partie sous forme de prêts et garanties de prêts.

Bilan par programme

1. Financement et capitalisation

Le montant des interventions financières à ce chapitre a marqué une progression constante depuis quelques années, notamment en raison des divers programmes de prêts et garanties de prêts. Au programme de **Financement des entreprises** (PFE), dont la baisse dans les résultats est attribuable à la fin du programme en mars 1986, s'est substitué celui du **Prêt de capitalisation**, échu à son tour le 31 décembre 1986, qui a été l'objet du plus grand nombre d'interventions parmi les programmes de la Société.

Toujours au niveau des mesures de capitalisation, les **Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise** (SPEQ) ont enregistré une forte progression avec 79 nouvelles SPEQ. Au total, les 137 SPEQ que comptait le Québec au 31 mars 1987 disposaient de capitaux de l'ordre de 27 millions $ provenant d'investisseurs privés. Elles avaient effectué 108 placements dans des PME québécoises pour des montants de 21,3 millions $. Ces investissements ont majoritairement servi au démarrage et à la croissance d'entreprise dans le secteur manufacturier à haute technologie de même que dans le domaine touristique.

2. Investissement

Une plus grande sélectivité sur la base du caractère incitatif de l'aide financière et du partage du risque avec l'entreprise a provoqué une diminution appréciable des résultats du programme d'**Aide à l'investissement** par rapport à l'année précédente. Les interventions ont toutefois été reliées à la réalisation de projets d'une valeur de 600 millions $, ce qui devrait générer environ 8 000 emplois dans des entreprises dynamiques et à technologies de pointe.

3. Recherche et innovation

L'ajustement à la baisse des montants maximum accordés par projet en vertu du programme d'**Aide aux activités de recherche et d'innovation** a affecté les résultats du programme. Par contre, il a eu pour effet d'instaurer un meilleur partage du risque avec les entreprises.

4. Exportation

L'ensemble des activités des programmes **Financement à l'exportation, Crédit-implantation** et **Consortium** a légèrement fléchi pour se situer à 48 projets totalisant 15 millions $ d'aide financière. La SDI a contribué à la formation de huit nouveaux consortiums à l'exportation, le même nombre qu'en 1985-1986, en investissant de façon minoritaire et temporaire 884 000 $ en capital-actions dans ces unités d'opération à l'étranger.

5. Secteur touristique

Outre le programme d'**Aide au développement touristique**, qui a maintenu un rythme comparable à l'année précédente avec 84 interventions pour 14 millions $, diverses mesures de financement et de capitalisation ont contribué à soutenir la vigueur de cette industrie. Ce programme, combiné à l'action des SPEQ et des programmes **Financement des entreprises** et **Prêt de capitalisation** a permis à l'ensemble de ce secteur de bénéficier de 126 appuis financiers totalisant 35 millions $.

* Une intervention financière sous un même programme peut comprendre plus d'une aide, ce qui porterait leur nombre à 1 302.

Résultats financiers

Les états financiers de la SDI présentent un excédent des revenus sur les dépenses de 1,9 million $ pour l'exercice se terminant le 31 mars 1987.

L'augmentation de la provision pour créances douteuses, qui s'établit cette année à 21,7 millions $, combinée aux radiations de prêts et de capital-actions d'entreprises effectuées en cours d'année expliquent la réduction par rapport à l'an dernier de la marge bénéficiaire de la Société.

La SDI, par sa mission de développement économique, vise l'équilibre de ses dépenses et de ses revenus et les résultats de l'année écoulée sont en accord avec cet objectif.

Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration, en plus de s'acquitter de la tâche de recommander au ministre l'octroi d'aide financière aux entreprises, se sont particulièrement impliqués dans le processus de réorientation de la Société en mettant à contribution leur propre expérience du milieu des affaires. Ils ont été appelés à faire partie de différents comités du Conseil, en particulier du Comité exécutif qui a tenu une quarantaine de réunions au cours de l'année.

La Direction tient à souligner le départ de Monsieur Paul-Henri Fillion, une des personnalités les plus connues et respectées des dirigeants de PME québécoises. Elle tient à le remercier de sa disponibilité et des conseils éclairés qu'il a apportés à la Société au cours des trois dernières années.

Personnel

La Société a vécu une profonde mutation qui s'est traduite par une nouvelle structure administrative et surtout par des changements importants qui ont requis l'entière collaboration de tous les membres de son personnel. La Direction est fière de l'enthousiasme et de la capacité d'adaptation qu'ils ont démontrés en acceptant de relever les nouveaux défis de la SDI.

La Direction de la SDI

III. Les statistiques

Tableau 1

Interventions et montants autorisés selon les différents programmes du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

	Subventions		Financement						Total	
			Prêts		Garanties de prêts et autres		Acquisitions d'actions			
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Aide à la capitalisation et au financement										
— SPEQ					79	—			79	
— Prêt capitalisation	—	20 688			190	50 245			190	70 933
— Accès à la bourse	29	3 522							29	3 522
— Financement des entreprises PFE					118	47 802			118	47 802
— Financement manufacturier			5	2 525	3	5 340			8	7 865
— Article 7	3	11 100	2	161 667	2	99 500			7	272 267
Sous-total	**32**	**35 310**	**7**	**164 192**	**392**	**202 887**			**431**	**402 389**
(1985-1986)	(43)	(15 875)	(11)	(33 441)	(589)	(199 524)	(2)	(868)	(645)	(249 708)
Aide à l'investissement										
— Technologie moderne	19	11 771	58	21 774			7	841	84	34 386
— Entreprises dynamiques	47	6 021	110	17 352			32	4 023	189	27 396
Sous-total	**66**	**17 792**	**168**	**39 126**			**39**	**4 864**	**273**	**61 782**
(1985-1986)	(268)	(74 045)	(108)	(169 170)			(136)	(26 903)	(512)	(270 118)
Développement touristique	**15**	**1 450**	**51**	**8 562**			**18**	**3 670**	**84**	**13 682**
(1985-1986)	(43)	(7 226)	(25)	(5 077)			(34)	(4 356)	(102)	(16 659)
Aide à la recherche										
— Recherche/innovation			51	17 410					51	17 410
— Laboratoire de recherche			1	300			1	58	2	358
Sous-total			**52**	**17 710**			**1**	**58**	**53**	**17 768**
(1985-1986)	(2)	(1 171)	(93)	(31 873)			(2)	(562)	(97)	(33 606)
Aide à l'exportation										
— Consortiums			2	500			6	884	8	1 384
— Crédit-implantation			33	9 675					33	9 675
— Financement					7	3 970			7	3 970
Sous-total			**35**	**10 175**	**7**	**3 970**	**6**	**884**	**48**	**15 029**
(1985-1986)	—	(1 135)	(51)	(15 992)	(13)	(35 786)	(6)	(1 255)	(70)	(54 168)
Autres										
— Industrie électronique	7	536	4	158					11	694
— TBV — Chaussure	2	1 655							2	1 655
Sous-total	**9**	**2 191**	**4**	**158**					**13**	**2 349**
(1985-1986)	(23)	(1 971)							(23)	(1 971)
Grand total	**122**	**56 743**	**317**	**239 923**	**399**	**206 857**	**64**	**9 476**	**902**	**512 999**
(1985-1986)	(379)	(101 423)	(288)	(255 553)	(602)	(235 310)	(180)	(33 944)	(1 449)	(626 230)

Tableau II

Montants déboursés sur l'ensemble des programmes du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

	Subventions		Financement						Total	
			Prêts		Garanties de prêts et autres		Acquisitions d'actions			
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Financement — capitalisation										
— Accès à la bourse	30	3 772							30	3 772
— Urgence aide PME	96	231			33	5 037			129	5 268
— Financement des entreprises					140	2 435			140	2 435
— Financement des entreprises manufacturières			5	320					5	320
— Prêt de capitalisation					4	362			4	362
— Prêts en défaut			172	1 932					172	1 932
— Bourse d'affaires[1]	473	1 480			132	1 316			605	2 796
— Article 7 de la Loi	4	4 412	1	947					5	5 359
Sous-total	**603**	**9 895**	**178**	**3 199**	**309**	**9 150**			**1 090**	**22 244**
Investissement										
— Technologie moderne (et 2 A)	348	36 416	62	35 380			60	1 988	470	73 784
— Entreprises dynamiques (et 2 C)	324	8 586	78	2 467			135	3 782	537	14 835
— Fusion et regroupement (et 2 B)	15	806							15	806
Sous-total	**687**	**45 808**	**140**	**37 847**			**195**	**5 770**	**1 022**	**89 425**
Développement touristique	**138**	**3 852**	**47**	**1 755**			**53**	**1 809**	**238**	**7 416**
Recherche										
— Recherche/innovation			180	12 650					180	12 650
— Laboratoire de recherche	6	1 247	4	65			1	10	11	1 322
Sous-total	**6**	**1 247**	**184**	**12 715**			**1**	**10**	**191**	**13 972**
Exportation										
— Consortiums							12	470	12	470
— Crédit-implantation			94	7 014					94	7 014
Sous-total			**94**	**7 014**			**12**	**470**	**106**	**7 484**
Autres secteurs										
— Industrie électronique	25	1 224							25	1 224
— Innovation-meuble	12	447							12	447
— Textile-bonneterie	9	686							9	686
Sous-total	**46**	**2 357**							**46**	**2 357**
Grand total	**1 480**	**63 159**	**643**	**62 530**	**309**	**9 150**	**261**	**8 059**	**2 693**	**142 898**
(1985-1986)	(1 956)	(49 828)	(542)	(56 734)	(247)	(10 780)	(135)	(7 463)	(2 880)	(124 805)

(1) La SDI administre ce programme une fois que les aides ont été autorisées par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Tableau III

Interventions et montants autorisés par secteur d'activités du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

	Total 1986-1987		Total 1985-1986	
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Secteur manufacturier				
Aliments et boissons	34	10 126	85	15 046
Caoutchouc	35	12 270	74	21 478
Cuir	5	2 432	22	9 525
Textile	31	6 146	42	12 575
Bonneterie	9	1 711	16	3 305
Vêtement	27	10 110	64	14 382
Produits du bois	80	25 348	151	34 178
Meubles et articles d'ameublement	30	8 115	71	9 260
Papier et produits connexes	16	10 333	36	245 367
Imprimerie	37	8 333	60	9 984
Métaux	13	7 161	11	11 410
Produits métalliques	98	22 190	150	24 802
Machinerie	47	12 478	88	29 123
Matériel de transport	21	230 255	50	21 263
Appareils et matériel électriques	49	18 624	93	54 959
Produits minéraux non métalliques	32	14 880	32	6 791
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	2	2 567	2	839
Produits chimiques	26	53 731	48	18 482
Industries manufacturières diverses	42	10 181	72	19 681
Sous-total	**634**	**466 991**	**1 167**	**562 450**
Secteur touristique				
Divertissement et loisir	5	44	14	5 210
Hébergement et restauration	121	31 645	124	29 427
Sous-total	**126**	**31 689**	**138**	**34 637**
Secteur tertiaire				
Service informatique	21	2 166	29	3 762
Laboratoire de recherche	5	4 763	5	2 768
SPEQ	79	—	58	—
Autres activités tertiaires	37	7 390	52	22 163
Sous-total	**142**	**14 319**	**144**	**29 143**
Grand total	**902**	**512 999**	**1 449**	**626 230**

Tableau IV
Interventions et montants autorisés selon les différentes régions et sous-régions du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

Régions	Sous-régions	Total 1986-1987		Total 1985-1986	
		Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Est du Québec	Bas Saint-Laurent	14	1 656	17	1 756
	Ste-Anne-des-Monts	2	372	2	226
	Gaspé	12	728	9	770
	Bonaventure	4	161	7	219
	Sous-total	**32**	**2 917**	**35**	**2 971**
Saguenay — Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	13	5 045	23	2 735
	Roberval	5	143	3	218
	Sous-total	**18**	**5 188**	**26**	**2 953**
Québec	Québec	121	24 504	169	34 274
	La Chaudière	65	9 481	111	24 011
	Rivière-du-Loup	17	1 964	22	1 212
	Sous-total	**203**	**35 949**	**302**	**59 497**
Centre du Québec	Mauricie	22	5 795	31	3 591
	Bois-Francs	45	4 296	61	14 208
	Sous-total	**67**	**10 091**	**92**	**17 799**
Estrie	Estrie	35	9 137	85	167 536
Montréal	Montréal métropolitain	397	135 573	672	210 241
	Richelieu	7	105 538	8	9 761
	Saint-Hyacinthe	21	9 955	30	6 035
	Saint-Jean	14	4 887	20	5 566
	Granby	19	3 981	32	9 772
	Beauharnois	15	4 668	15	6 556
	Terrebonne	40	124 549	62	13 495
	Joliette	13	4 865	22	4 467
	Sous-total	**526**	**394 016**	**861**	**265 993**
Outaouais	Hull	4	5 692	16	10 236
	Labelle	7	585	7	665
	Sous-total	**11**	**6 277**	**23**	**10 901**
Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	1	41 667	5	4 600
	Abitibi	5	3 737	3	5 611
	Sous-total	**6**	**45 404**	**8**	**10 211**
Côte-Nord	Saguenay	3	4 008	6	1 571
	Mingan	1	12	11	86 798
	Sous-total	**4**	**4 020**	**17**	**88 369**
Grand total		**902**	**512 999**	**1 449**	**626 230**

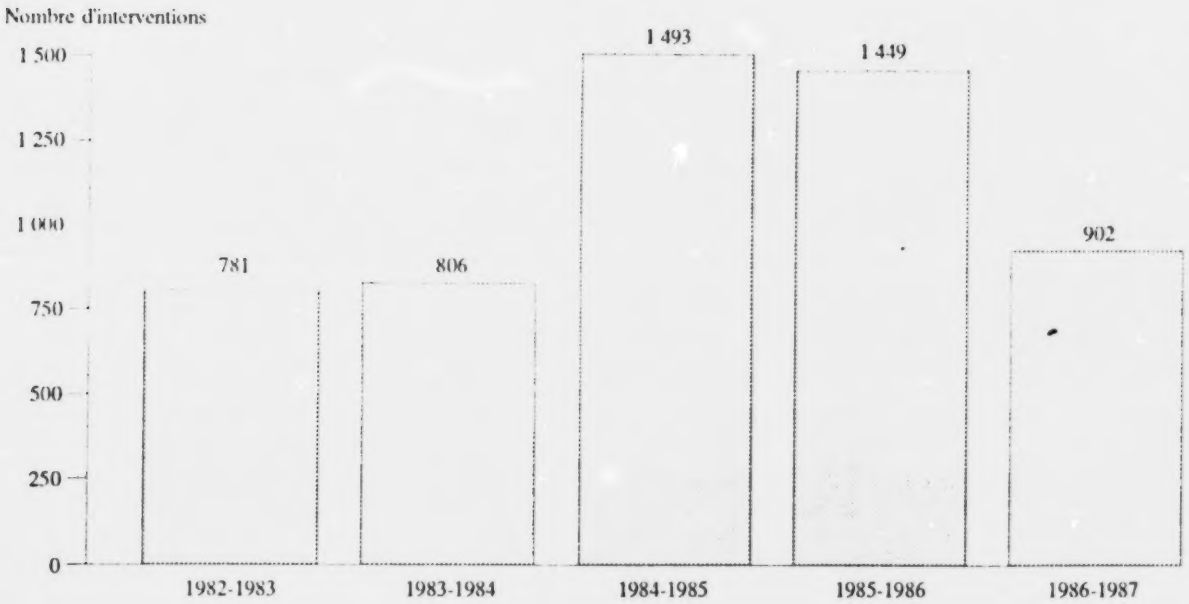
Tableau V

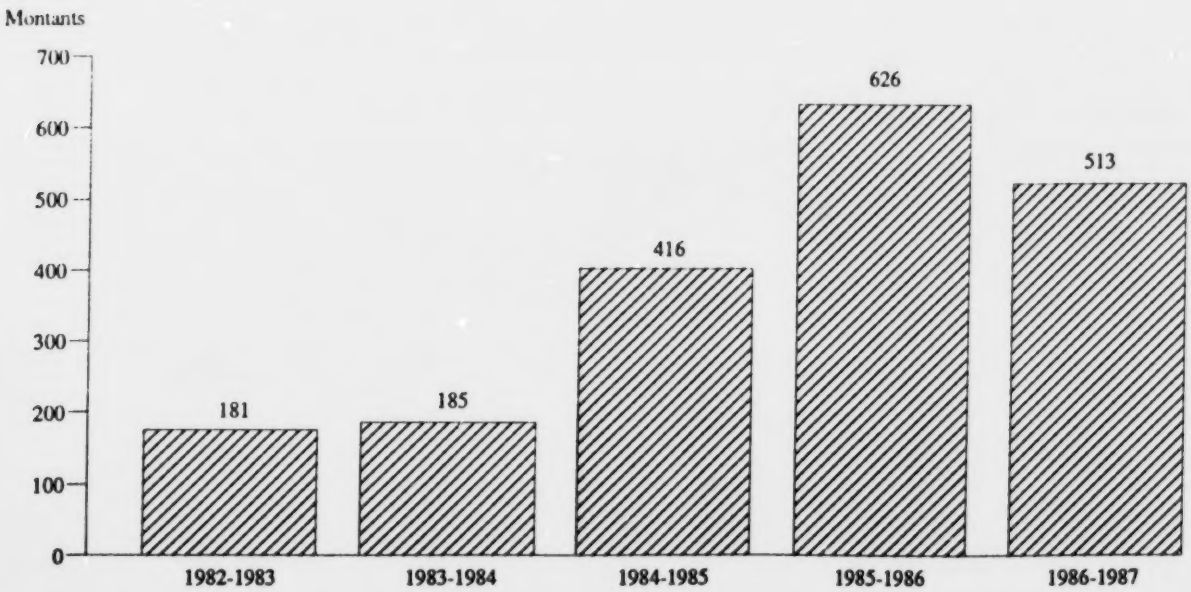
Évolution du nombre et des montants des interventions financières depuis cinq ans

Légende

Nombre d'interventions

Montants en millions $





IV. Les états financiers

Société de développement industriel du Québec

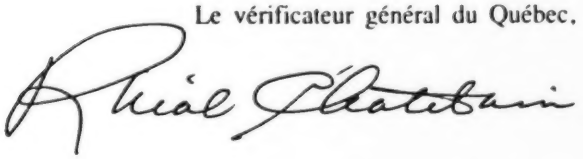
États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1987

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement industriel du Québec au 31 mars 1987 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du capital d'apport, l'état du fonds de réserve, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état de la provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la méthode de comptabilisation des immobilisations dont il est question à la note 3.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 19 juin 1987

Société de développement industriel du Québec
(L.R.Q., chapitre S-11.01 et modifications)

Bilan au 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

Actif	1987	1986
		(note 19)
Prêts (note 4)	106 687	96 543
Participations au capital-actions d'entreprises (note 5)	17 024	19 934
Intérêts échus et courus	1 165	1 415
	124 876	117 892
Provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises	21 744	20 682
	103 132	97 210
Placements — programmes particuliers d'aide financière (note 6)	104 449	67 637
Encaisse	4 011	3 311
Intérêts payés d'avance	56	—
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	10 759	11 903
Immobilisations (note 7)	1 336	942
Créance à recevoir garantie (note 8)	10 650	10 650
Frais d'émission d'obligations — coût non amorti	66	93
	234 459	**191 746**

Pour le Conseil d'administration

Gerald Tremblay

Guy Lévesque

Passif	**1987**	**1986**
		(note 19)
Dette à long terme (note 9)	74 736	63 250
Intérêts échus et courus sur dette à long terme	885	772
Avances du gouvernement du Québec (note 6)	63 950	37 637
Aide financière en cours de déboursement	11 732	12 014
Emprunt bancaire	7 485	4 390
Créditeurs et frais courus	10	27
Revenus reportés (note 10)	21 486	21 942
	180 284	140 032
Avoir		
Dotation du gouvernement du Québec (note 11)	33 389	33 389
Capital d'apport	1 601	1 047
Fonds de réserve	19 185	17 278
	54 175	51 714
	234 459	**191 746**

Engagements (note 16)

Éventualités (note 17)

Événement postérieur à la date du bilan (note 18)

Société de développement industriel du Québec

Capital d'apport de l'exercice terminé le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début		
Solde déjà établi	—	—
Redressement-Capitalisation des immobilisations (note 3)	1 047	647
Solde redressé	1 047	647
Contribution du gouvernement du Québec relative à l'acquisition d'immobilisations	554	400
Solde à la fin	**1 601**	**1 047**

Société de développement industriel du Québec

Fonds de réserve de l'exercice terminé le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 (note 19)
Solde au début		
Solde déjà établi	17 383	11 918
Redressement-Capitalisation des immobilisations (note 3)	105	—
Solde redressé	17 278	11 918
Excédent des revenus sur les dépenses	1 907	5 360
Solde à la fin	**19 185**	**17 278**

Société de développement industriel du Québec

Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 (note 19)
Revenus		
Intérêts des emprunteurs (note 12)	8 884	8 571
Honoraires de garantie (note 12)	270	277
Primes gagnées (note 10)	296	593
Intérêts sur dépôts bancaires	214	199
Dividendes	560	—
	10 224	9 640
Contributions du gouvernement du Québec (note 13)	93 876	73 978
	104 100	83 618
Dépenses		
Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions	63 963	49 845
Exonérations de remboursements de prêts et d'intérêts	611	—
Exécutions de garanties de remboursement d'emprunt	12 374	9 288
Perte sur prêts garantis par le gouvernement du Québec	820	504
Réclamations d'intérêts (note 10)	296	593
Perte sur aliénation de participations au capital-actions d'entreprises	1 403	—
Frais financiers (note 14)	10 696	10 279
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises	3 034	(1 522)
Traitements et autres rémunérations	6 737	7 208
Services informatiques	78	28
Loyers de bureau	1 111	866
Autres dépenses d'administration	910	1 064
Amortissement des immobilisations	160	105
	102 193	78 258
Excédent des revenus sur les dépenses	**1 907**	**5 360**

Société de développement industriel du Québec

Évolution de la situation financière de l'exercice terminé le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 (note 19)
Activités d'exploitation (note 15)		
Rentrées nettes générées par les opérations	5 128	4 088
Opérations de prêts, de participations au capital-actions d'entreprises et de placements	(46 018)	(45 979)
Variation nette d'autres soldes hors liquidités	1 682	21 633
Fonds absorbés par les activités d'exploitation	(39 208)	(20 338)
Activités de financement		
Émission de la dette à long terme	10 500	45 769
Avances du gouvernement du Québec	26 313	3 264
Capital d'apport	554	400
Remboursement de la dette à long terme	—	(35 000)
Frais d'émission d'obligations	—	(54)
Fonds générés par les activités de financement	37 367	14 379
Activité d'investissement		
Fonds absorbés par l'activité d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(554)	(400)
Diminution des liquidités au cours de l'exercice	(2 395)	(6 359)
Liquidités (endettement bancaire) au début	(1 079)	5 280
Endettement bancaire à la fin	(3 474)	(1 079)

L'endettement bancaire de la Société comprend l'emprunt bancaire diminué de l'encaisse.

Société de développement industriel du Québec

Provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises de l'exercice terminé le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début	20 682	28 365
Déduire:		
Radiations		
Prêts	664	6 117
Participations au capital-actions d'entreprises	1 341	44
	2 005	6 161
	18 677	22 204
Ajouter:		
Recouvrement sur prêts radiés	33	—
	18 710	22 204
Ajouter:		
Augmentation (diminution) de la provision de l'exercice		
Prêts	1 837	620
Participations au capital-actions d'entreprises	1 197	(2 142)
	3 034	(1 522)
Solde à la fin	**21 744**	**20 682**
La provision pour pertes se répartit comme suit:		
Prêts (note 4)	19 337	18 132
Participations au capital-actions d'entreprises	2 407	2 550
	21 744	**20 682**

Les prêts et participations au capital-actions d'entreprises consentis par la Société dont le remboursement est garanti par le gouvernement du Québec et pour lesquels aucune provision n'est pourvue s'élèvent respectivement au 31 mars 1987 à 61 923 180 $ et 2 019 887 $ (39 773 189 $ et 3 375 167 $ au 31 mars 1986). La perte que le gouvernement du Québec pourrait assumer à l'égard de ces prêts et participations au capital-actions d'entreprises est évaluée à 14 744 544 $.

Société de développement industriel du Québec

Notes complémentaires
31 mars 1987
(en milliers de dollars)

1. Constitution et objet

La Société de développement industriel du Québec est une corporation au sens du Code civil, à but non lucratif et constituée par une loi spéciale. Elle a pour objet de favoriser le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation.

Pour la réalisation de son objet, la Société accorde une aide financière aux entreprises dans le cadre des programmes d'aide financière établis par règlement et destinés à favoriser le développement économique du Québec. Elle conseille également en matière de structure de capital les entreprises qui présentent une demande d'aide financière.

La SDI doit s'assurer que l'entreprise, à laquelle elle accorde une aide, possède la structure financière requise, le personnel technique et de gestion adéquat et les moyens de production et de commercialisation voulus pour assurer la réalisation de son projet, lequel doit présenter des perspectives de rentabilité.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la Direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Participations au capital-actions d'entreprises

L'aide financière accordée à même les fonds de la Société sous forme d'acquisition d'actions est présentée au coût d'acquisition à la rubrique « Participations au capital-actions d'entreprise ». Dans la mesure où la Société estime ne pouvoir recouvrer l'aide accordée, la perte anticipée est inscrite à la provision pour pertes.

Provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises

La provision pour pertes sur les prêts est établie en évaluant la perte anticipée pour chaque compte présentant des difficultés majeures de perception et pour les autres, en appliquant, pour couvrir les pertes éventuelles, un taux basé sur l'expérience des pertes encourues sur les prêts. Pour les participations au capital-actions d'entreprises, la provision pour pertes est établie par évaluation de chacun des comptes.

Aucune provision n'est pourvue à l'égard de pertes assumées par le gouvernement du Québec résultant de programmes d'aide financière confiés à la Société.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode	Taux
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	10 %
Ameublement et équipement	Solde dégressif	10 %

Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions

Les frais relatifs aux prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et des subventions sont imputés aux opérations de l'exercice au cours duquel ces entreprises ont produit leur réclamation et satisfait à toutes les conditions posées par la Société. La contribution correspondante du gouvernement du Québec est alors considérée acquise à la Société.

Dette à long terme

Les obligations sont inscrites à leur valeur nominale. Pour ce qui est des obligations à un fort taux d'escompte, la dette est inscrite à sa valeur actualisée augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte s'apparentant à de l'intérêt, selon la méthode de l'intérêt réel, et est imputée à chaque année aux frais financiers.

Frais d'émission d'obligations

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode linéraire sur la durée de la dette.

Revenus reportés

a. Contibution aux intérêts sur obligations

La contribution reçue du gouvernement du Québec représentant la différence entre la valeur actualisée des obligations à un fort taux d'escompte et leur valeur nominale a été reportée au moment de l'émission. Cette contribution est virée aux opérations selon la méthode de l'intérêt réel sur la durée de la dette.

b. Protection contre la hausse du taux d'intérêt

Les primes perçues et les intérêts qu'elles génèrent sont inscrits comme revenus reportés et sont virés aux opérations au fur et à mesure que les réclamations sont acceptées. Le gouvernement du Québec assumant les frais excédentaires de ce programme, la Société n'encourra aucune perte.

Capital d'apport

Le coût d'acquisition des immobilisations est assumé par le gouvernement du Québec à même les deniers accordés à cette fin par le Parlement. Cette contribution du gouvernement du Québec est inscrite à titre de capital d'apport au cours de l'exercice où les sommes requises pour ces acquisitions sont déboursées.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Les frais d'administration de la Société assumés par le gouvernement du Québec sont payés à même les deniers accordés à cette fin par le Parlement.

Le coût des avantages sociaux accordés aux employés de la Société et de certains services de soutien est défrayé à même les crédits des différents ministères et organismes concernés et n'est pas présenté à l'état des revenus et dépenses.

3. Modifications aux conventions comptables

À compter du présent exercice, les acquisitions d'immobilisations sont capitalisées et amorties alors qu'auparavant elles étaient imputées aux frais d'administration. De plus, la contribution du gouvernement du Québec relative à ces acquisitions est inscrite à titre de capital d'apport. Ces modifications aux conventions comptables appliquées rétroactivement ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1987	1986
Immobilisations	1 336	942
Excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice	(160)	(105)
Capital d'apport	1 601	1 047
Fonds de réserve	(265)	(105)

4. Prêts

Les prêts se rapportent à différents programmes d'aide financière et mandats spéciaux. Le solde se répartit comme suit:

	1987	1986
Financement pour les entreprises du secteur manufacturier	43 842	51 595
Financement des exportations	922	1 370
Aide aux activités de recherche et d'innovation	36 445	24 947
Crédit à l'implantation	13 057	7 068
Aide au développement touristique	4 421	4 510
Mandats spéciaux (article 7 de la Loi sur la Société de développement industriel)	8 000	7 053
	106 687	**96 543**

La perte anticipée sur les prêts au montant de 19 337 346 $ dont le remboursement n'est pas garanti par le gouvernement du Québec se rapporte aux programmes d'aide « Financement pour les entreprises du secteur manufacturier » et « Financement des exportations ». Cette perte anticipée se répartit comme suit:

	1987	1986
Comptes en défaut au montant de 19 625 966 $ (31 mars 1986: 19 323 307 $) sur lesquels la Société exerce présentement ses privilèges de recouvrement par la réalisation de ses garanties	16 127	15 746
Autres comptes au montant de 25 137 743 $ (31 mars 1986: 32 973 095 $)	3 210	2 386
	19 337	**18 132**

Les pertes anticipées relatives aux autres programmes d'aide ne sont pas provisionnées. Toutefois, elles sont assumées par le gouvernement du Québec lorsqu'encourues.

5. Participations au capital-actions d'entreprises

La valeur comptable des participations au capital-actions d'entreprises établie à partir des derniers états financiers de ces entreprises s'élève à 14 416 270 $ (31 mars 1986: 15 766 693 $).

6. Placements — Programmes particuliers d'aide financière

Toutes les sommes requises pour ces placements sont déboursées à même les crédits votés annuellement par le Parlement ou à même un emprunt de la Société garanti par le gouvernement du Québec. Les avances du gouvernement du Québec à l'égard de ces placements totalisent au 31 mars 1987: 63 949 494 $ (31 mars 1986: 37 637 288 $).

	1987	1986
Programmes particuliers d'aide financière:		
Placement — PME Innovatrice:		
Prêts non garantis et participations au capital-actions d'entreprises	13 959	23 668
Intérêts échus et courus	1 042	1 313
Prêts sans intérêt et participations au capital-actions d'entreprises	89 448	42 656
	104 449	**67 637**

Tous les revenus découlant de ces aides sont remis au gouvernement du Québec et toutes les pertes sont supportées par ce dernier.

La perte que le gouvernement du Québec pourrait assumer à l'égard des placements — PME Innovatrice est évaluée à 2 649 020 $. Les pertes relatives aux prêts sans intérêt n'ont pas été évaluées car le remboursement de ces derniers ne devient exigible que 10 ou 15 ans après leur déboursement. Il en est ainsi pour les participations au capital-actions d'entreprises d'une classe particulière, lesquelles ne comportent aucune date de rachat.

7. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
Matériel informatique et logiciels	1 581	262	1 319	931
Ameublement et équipement	20	3	17	11
	1 601	**265**	**1 336**	**942**

8. Créance à recevoir garantie

Cette créance garantie provient de conventions de vente et de paiement intervenues le 21 juillet 1981 avec l'actionnaire principal d'une entreprise industrielle dans laquelle la Société détenait une participation de 40 % du capital-actions.

Nonobstant les clauses des conventions qui stipulent que la disposition de la participation au capital-actions de cette entreprise a été effectuée pour un prix de 3 600 000 $ lequel montant, avec les intérêts composés annuellement au taux d'intérêt bancaire préférentiel quotidien en vigueur à compter du 30 juillet 1981 formera une somme totale de 10 650 000 $ à la date d'échéance, la Société estime que la substance des conventions intervenues est de lui permettre de recouvrer à long terme mais sans rendement l'aide accordée à cette entreprise et en conséquence, elle considère que de façon ultime elle n'aura réalisé aucun profit ni subi aucune perte à la suite de ce recouvrement.

Cette créance de 10 650 000 $ inscrite à sa valeur globale de recouvrement et garantie par une banque à charte canadienne est encaissable à une date qui dépend du taux auquel s'accumuleront les intérêts et qui se situera entre 1989 et 1991.

La valeur actualisée de cette créance s'établit à 7 319 689 $ au 31 mars 1987, soit 3 600 000 $ pour le prix de vente et 3 719 689 $ pour les intérêts courus à cette date.

9. Dette à long terme

Le paiement du capital et des intérêts de la dette à long terme est garanti par le gouvernement du Québec.

	1987	1986
Obligations, série C, 12½ %, échéant le 3 décembre 1989	16 800	16 800
Obligations, série E, portant intérêt au taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen de trois banques à charte moins 5/8 de 1 % et échéant le 24 mars 1991. La Société peut, à son gré, racheter les obligations de cette émission à leur valeur nominale le 24 mars 1988 ou à toute date de paiement d'intérêt par multiple de 5 000 000 $	35 000	35 000
Obligations, série D, sans intérêt, échéant le 7 juin 1995: valeur nominale de 30 000 000 $, à la valeur actualisée au taux de 11,05 % l'an	12 436	11 450
Emprunt de 1 190 000 000 yens, portant intérêt au taux réel de 6 % (taux effectif de 8,88 % compte tenu du contrat de change), remboursable le 6 février 1997. Les remboursements de capital et d'intérêts sont couverts par un contrat de change à taux fixe prédéterminé.	10 500	—
	74 736	**63 250**

10. Revenus reportés

	1987	1986
Contribution du gouvernement du Québec aux intérêts sur obligations de la dette à long terme:		
Solde au début	18 550	19 231
Contribution virée aux opérations	986	681
Solde à la fin	17 564	18 550
Protection contre la hausse du taux d'intérêt:		
Solde au début	3 392	1 979
Primes perçues et intérêts	826	2 006
	4 218	3 985
Primes gagnées suite aux réclamations d'intérêts	296	593
Solde à la fin	3 922	3 392
	21 486	**21 942**

11. Dotation du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu une somme de 100 millions $ pour la constitution d'une dotation. Aux 31 mars 1987 et 1986, cette dotation totalise 33 389 115 $.

12. Intérêts des emprunteurs et honoraires de garantie

Les revenus d'intérêts des emprunteurs et les honoraires de garantie se rapportent à des aides octroyées en vertu des lois suivantes:

Intérêts des emprunteurs

	1987	1986
Loi sur la Société de développement industriel du Québec — mandat général	7 021	5 939
Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce	1 445	2 167
Loi sur l'aide au développement touristique	418	465
	8 884	**8 571**

Honoraires de garantie

	1987	1986
Loi sur la Société de développement industriel du Québec:		
— Mandat général	110	109
— Mandats spéciaux	43	22
Loi sur l'aide au développement touristique	117	146
	270	**277**

13. Contributions du gouvernement du Québec

Ces contributions servent à rembourser les dépenses suivantes:

Nature / Origine	Loi sur la Société de développement industriel du Québec		Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce	Loi sur l'aide au développement touristique	Frais d'administration	Total 1987	Total 1986
	Mandat général	Mandats spéciaux					
Aides financières à l'entreprise							
Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions	49 083	4 412	6 616	3 852		63 963	49 845
Exonérations de remboursements de prêts et d'intérêts	611					611	—
Exécutions de garanties de remboursement d'emprunts	6 021		6 353			12 374	9 288
Pertes sur prêts garantis par le gouvernement du Québec	748			72		820	504
Perte sur aliénation de participations au capital-actions d'entreprises		1 403				1 403	—
Compensation pour manque à gagner en intérêts	1 289	1 097		214		2 600	3 025
Frais financiers		3 269				3 269	2 150
Frais d'administration:							
Traitements et autres rémunérations					6 737	6 737	7 208
Services informatiques					623	623	422
Loyers de bureau					1 111	1 111	866
Autres dépenses d'administration					919	919	1 070
					9 390	94 430	74 378
Moins: Contribution du gouvernement du Québec relative à l'acquisition d'immobilisations inscrite à titre de capital d'apport					554	554	400
Total des contributions	**57 752**	**10 181**	**12 969**	**4 138**	**8 836**	**93 876**	**73 978**

14. Frais financiers

	1987	1986
Intérêts sur la dette à long terme	6 487	6 409
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec	1 445	2 167
Intérêts et frais bancaires	2 737	1 638
Amortissement des frais d'émission d'obligations	27	65
	10 696	**10 279**

15. Évolution de la situation financière

	1987	1986
Activités d'exploitation		
— Rentrées nettes générées par les opérations:		
Excédent des revenus sur les dépenses	1 907	5 360
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	160	105
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises	3 034	(1 522)
Amortissement des frais d'émission d'obligations	27	65
Capitalisation de l'escompte sur obligations s'apparentant à de l'intérêt	986	681
Virement de revenus reportés	(986)	(681)
	5 128	**4 008**
— Opérations de prêts, de participations au capital-actions d'entreprises et de placements:		
Remboursement des emprunteurs	14 442	14 191
Déboursés et intérêts capitalisés sur prêts consentis	(22 942)	(22 480)
Intérêts imputés aux prêts en défaut et frais encourus pour la protection des garanties sur ces prêts	(2 276)	(1 789)
Prêts convertis en participations au capital-actions d'entreprises	—	2 002
Remboursement et radiation de placements — programmes particuliers d'aide financière	9 991	6 976
Déboursés sur placements — programmes particuliers d'aide financière	(46 803)	(40 240)
Aliénation de participations au capital-actions d'entreprises	3 189	515
Participations au capital-actions d'entreprises	(470)	(1 112)
Participations au capital-actions d'entreprises acquises par conversion de prêts, d'intérêts et de déboursés sur garanties	(1 149)	(4 042)
	(46 018)	**(45 979)**
— Variation nette d'autres soldes hors liquidités:		
Intérêts échus et courus, variation nette	363	135
Diminution des contributions à recevoir du gouvernement du Québec	1 144	1 555
Diminution de l'aide financière en cours de déboursement	(282)	(677)
Diminution des créditeurs et frais courus	(17)	(24)
Augmentation des intérêts payés d'avance	(56)	—
Revenus reportés	530	20 644
	1 682	**21 633**

16. Engagements

	1987	1986
Aides financières autorisées, non déboursées au 31 mars et qui seront financées par les fonds propres de la Société		
— Prêts autorisés	95 999	94 995
— Participations au capital-actions d'entreprises	1 627	2 323

Aides financières autorisées, soumises à certaines conditions de la Société, non déboursées au 31 mars. Ces aides seront financées à même les crédits votés annuellement par le Parlement ou à même un emprunt de la Société garanti par le gouvernement du Québec.

Exercice	Prises en charge d'une partie du coût des emprunts	Subventions	Placements — programmes particuliers d'aide financière		
1988	55 308	40 156	191 085		
1989	42 593	8 710	96 962		
1990	29 051	1 917	83 878		
1991	20 582	443	19 932		
1992 et suivants	15 853	86	7 307		
	163 387	**51 312**	**399 164**	613 863	506 416
				711 489	**603 734**

En se basant sur l'expérience des trois dernières années, la Société estime que la liquidation de ces engagements pourrait résulter en des déboursés d'environ 517 053 000 $.

17. Éventualités

La Société garantit le remboursement d'emprunts contractés par des entreprises auprès d'institutions prêteuses et accorde des exonérations de remboursements soumises à certaines conditions. La dépense pouvant résulter de ces opérations sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours. Cependant, pour certains programmes d'aide, les pertes éventuelles seront assumées par le gouvernement du Québec. Les montants maximum de ces garanties de prêts et exonérations de remboursements se répartissent comme suit:

	1987	1986
Garantie de remboursement d'emprunt:		
Assumée par la Société	6 960	5 071
Assumée par le gouvernement du Québec:		
— en vertu de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec — mandats spéciaux	95 000	—
— en vertu d'autres lois		
— ⅔ du solde du prêt pour le capital et d'une partie des intérêts et des autres frais accessoires:		
Programme d'urgence d'aide à la PME	23 509	47 366
Programme de financement des entreprises	199 182	184 798
— Solde du prêt pour le capital et d'une partie des intérêts:		
Programme prêt de capitalisation	30 213	736
	363 529	246 982
Exonération de remboursement d'emprunt accordée selon des conditions posées par la Société et qui sera assumée par le gouvernement du Québec	62 556	57 330
	426 085	**304 312**

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires n'aura aucune incidence importante sur la situation financière ou sur les résultats de la Société.

18. Événement postérieur à la date du bilan

Le 15 mai 1987, la Société a procédé à l'émission d'obligations à long terme au montant de 110 000 000 $ pour financer une aide financière accordée en vertu de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

19. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1986 ont été redressés pour donner effet aux modifications aux conventions comptables mentionnées à la note 3 et ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1987.

Societe de
developpement industriel
du Quebec

9 782551 086382

Imprime au Quebec, Canada
50-134